

**Accord professionnel**

**DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION  
DANS L'AUDIOVISUEL**

**(28 avril 2005)**

*(Bulletin officiel n° 2005-25)*

■ *Journal officiel* du 15 décembre 2005

**Arrêté du 6 décembre 2005 portant extension d'un accord national  
professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel**

NOR : SOCT0512486A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord national professionnel du 28 avril 2005, relatif au droit individuel à la formation, conclu dans le secteur de l'audiovisuel ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 août 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 21 novembre 2005,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord national professionnel du 28 avril 2005 conclu dans le secteur de l'audiovisuel, les dispositions de l'accord national professionnel du 28 avril 2005, relatif au droit individuel à la formation, conclu dans le secteur de l'audiovisuel, à l'exclusion du dernier alinéa de l'article IV (Modalités d'acquisition du DIF) comme étant contraire aux dispositions de l'article L.933-1 du code du travail, aux termes desquelles tout salarié titulaire d'un contrat à durée indéterminée bénéficie chaque année d'un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures, indépendamment du point de savoir si le contrat est exécuté ou pas.

Le deuxième tiret de l'article IX (Financement) est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article R. 964-1-2-III du code du travail.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur  
des relations du travail :

*Le sous-directeur de la négociation collective,*

P. FLORENTIN

*Nota.* – Le texte de l'accord national professionnel susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/25, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.